

**Exclusion de Reporters Sans Frontières  
du Sommet mondial sur la société de l'information  
Communiqué commun des caucus médias et droits de l'homme de la société civile  
Genève, 18 septembre 2003**

Les caucus médias et droits de l'homme dans la société de l'information, présents à Genève pour la troisième conférence préparatoire du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) expriment leur étonnement et leur consternation devant le refus signifié par le Directeur exécutif du Secrétariat du Sommet à Reporters Sans Frontières (RSF) de participer à cette conférence et au Sommet.

Le motif de procédure invoqué ne doit pas primer sur la question de principe qui est au coeur de ce Sommet : une société de l'information et de la communication doit avoir pour fondement le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression et la liberté de la presse.

Nous demandons avec insistance au Secrétariat exécutif du Sommet de surseoir instamment à la décision administrative d'exclure RSF des travaux du SMSI.

À défaut, l'image du Sommet et du système des Nations Unies ne pourrait être que noircie en ce qui concerne son attachement à la liberté d'expression et à sa volonté d'inclusion de la société civile à ses travaux.

Contact pour ce communiqué à Genève :

Caucus médias : Ronald Koven, World Press Freedom Committee (WPFC)

Caucus droits de l'homme : Meryem Marzouki, Imaginons un réseau Internet Solidaire (IRIS)

[www.iris.sgdg.org/actions/smsi/hr-wsis](http://www.iris.sgdg.org/actions/smsi/hr-wsis)

**Note additionnelle du caucus Droits de l'homme** □

Cette exclusion administrative de RSF vient s'ajouter à l'exclusion de la seule organisation de défense des droits de l'homme en Chine, Human Rights in China. Voir le communiqué de cette organisation à: [www.hrichina.org](http://www.hrichina.org) .

Un sommet sur la société de l'information qui admet la participation d'États qui censurent systématiquement les médias et qui violent les droits de l'homme, et qui dans le même temps exclut la participation de certaines des principales organisations défendant ces droits, ne fait pas sens.